

Cote du document: EB 2020/LOT/P.13
Date: 23 décembre 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République du Guatemala

Projet de riposte à la COVID-19 grâce à des filières agricoles modernes et résilientes (GUATEINNOVA)

Numéro du projet: 2000002250

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Rossana Polastri
Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2291
courriel: r.polastrifad.org

Juan Diego Ruiz Cumplido
Directeur de pays
téléphone: + 507 3020 225
courriel: j.ruizcumplidoifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gbifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
II. Description du projet	4
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	4
B. Composantes, résultats et activités	5
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	8
III. Risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	12
D. Soutenabilité de la dette	12
IV. Exécution	12
A. Cadre organisationnel	12
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	13
C. Plans d'exécution	14
V. Instruments et pouvoirs juridiques	14
VI. Recommandation	14
Appendices	
I. Negotiated financing agreement	
II. Logical framework	
III. Integrated project risk matrix	

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	Juan Diego Ruiz Cumplido
Responsable technique:	Enrique Hennings
Chargé d'appui au programme de pays:	Oscar Grajeda
Responsable des finances:	Johanna Herremans
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Analyste des questions relatives à l'égalité femmes-hommes et à l'inclusion sociale:	Ana Nestorovic
Juriste:	Purificación Tola Satue

Sigles et acronymes

CO ₂	dioxyde de carbone
CSST	coopération Sud-Sud et triangulaire
IFI	institution financière internationale
MPME	microentreprises et petites et moyennes entreprises
PRONACOM	Programme national de compétitivité
UGP	unité de gestion du projet
VAN	valeur actuelle nette

Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 02/12/2020

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Banque mondiale
Emprunteur:	République du Guatemala
Organisme d'exécution:	Ministère de l'économie
Coût total du projet:	179 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	11,33 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires, assorties d'un délai de remboursement de 32 ans, y compris un différé d'amortissement de six ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA plus une marge variable
Cofinancier:	Banque mondiale
Montant du cofinancement:	150 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Ordinaires
Contribution de l'emprunteur:	0 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	17,67 millions d'USD
Montant du financement de l'action climatique accordé par le FIDA:	8,25 millions d'USD
Institution coopérante:	Banque mondiale

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 60.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La République du Guatemala occupe le cinquième rang des pays les plus pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes et affiche l'un des taux d'exclusion sociale et économique les plus élevés de la région. De 2015 à 2018, le produit intérieur brut a augmenté en moyenne de 3,3%, tandis que le produit intérieur brut réel par habitant a stagné et est resté légèrement inférieur à la moyenne de l'Amérique centrale (3,48%) pendant la même période.
2. Selon des estimations de 2019, 49,3% de la population totale de 17 millions d'habitants vit sous le seuil de pauvreté de 5,5 USD (en parité de pouvoir d'achat en 2011)¹, contre 45% en 2000. Environ 85% de la population est pauvre ou risque de basculer dans la pauvreté en cas de choc. Les populations autochtones sont particulièrement vulnérables. Les inégalités de revenus sont élevées, comme en atteste le coefficient de Gini, qui était de 0,48 en 2014. Selon des estimations de 2017, 48% de la population vit en milieu rural, où la pauvreté est nettement plus élevée (76%) que dans les zones urbaines (42%).
3. En 2019, seulement 40% des ménages guatémaltèques jouissaient d'une sécurité alimentaire, ce qui place le pays au 68^e rang sur 113 pays (Banque mondiale).
4. Le projet contribuera à faire face aux effets de la pandémie sur les petits exploitants ruraux et les secteurs privé et public, et à remédier aux conséquences des ouragans qui ont récemment frappé le pays. La COVID-19 perturbe fortement l'économie guatémaltèque, qui devrait se contracter de 3% en 2020, avec des répercussions sociales négatives importantes et une aggravation des vulnérabilités actuelles. En outre, les ouragans Eta et Iota, qui ont durement frappé l'Amérique centrale en novembre de cette année, ont causé d'importantes pertes économiques au Guatemala. Le secteur privé et, en particulier, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (MPME), qui représentent plus de 90% des emplois, ont été fortement touchés par les mesures de confinement, la baisse de la demande, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et la réduction des liquidités en raison de l'effondrement des recettes.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques que le FIDA doit transversaliser en priorité

5. Les femmes font face à de nombreuses inégalités, souvent entretenues par des normes culturelles et traditionnelles, qui les placent dans une situation défavorable par rapport aux hommes. Environ 57% des femmes employées comme ouvrières agricoles ne perçoivent pas directement de salaire; parmi celles qui en reçoivent, 97% d'entre elles ont un salaire inférieur au salaire minimum, et le salaire moyen d'une femme représente 78% de celui d'un homme. Les femmes font face à d'autres disparités importantes en ce qui concerne l'accès aux actifs productifs et au crédit, les conditions de travail, les possibilités de création d'entreprise, les carences persistantes en matière de capital humain et l'exposition importante à la violence fondée sur le genre.

¹ Seuil de pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

6. Les jeunes Guatémaltèques occupent souvent des emplois précaires dans l'économie rurale informelle et gagnent un salaire deux fois moins élevé que le salaire minimum national. Cette situation les pousse à migrer vers les zones urbaines ou à l'étranger.
7. Près de 44% des Guatémaltèques (dont 41,7% de Mayas) s'identifient comme autochtones ou comme d'ascendance africaine. La plupart pratiquent une agriculture familiale caractérisée par: les savoirs traditionnels sur l'utilisation et les propriétés des espèces; la diversité des techniques et des ressources génétiques; l'importance des associations et des réseaux communautaires et familiaux; un système de droits collectifs sur les zones communales. Huit ménages autochtones sur dix vivent dans la pauvreté, et près de cinq sur dix dans l'extrême pauvreté.
8. Les phénomènes climatiques et météorologiques touchent fortement le Guatemala, et les populations les plus pauvres du pays sont particulièrement vulnérables. Depuis les années 1970, les changements climatiques se caractérisent par une augmentation des températures, avec des périodes sèches plus longues et plus chaudes, des saisons des pluies commençant de façon irrégulière, des précipitations plus intenses sur des périodes plus courtes, ainsi que des cycles El Niño/La Niña plus fréquents et plus accentués, provoquant régulièrement de graves sécheresses. L'agriculture compte parmi les secteurs stratégiques en matière d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets dans le cadre de la contribution déterminée au niveau national du Guatemala.
9. Le projet tient dûment compte des thématiques transversales du FIDA et du respect des normes environnementales et sociales de la Banque mondiale, ce que confirme l'analyse des lacunes. Dans ce contexte, étant donné que le projet est classé dans la catégorie C, le Fonds respectera les normes environnementales et sociales de la Banque mondiale, et mettra en œuvre une approche intégrée et des interventions conjointes avec la Banque mondiale. Néanmoins, les priorités du FIDA que sont le genre, la nutrition, la jeunesse et les changements climatiques seront dûment intégrées dans le projet.
10. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le projet a été classé comme:
 - axé sur la question climatique;
 - porteur de transformations en matière de genre;
 - tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - tenant compte des jeunes.

Justification de l'intervention du FIDA

11. En réponse à une demande officielle du Gouvernement guatémaltèque, le FIDA et la Banque mondiale ont noué un partenariat étroit en vue d'élaborer conjointement la présente proposition, considérant qu'une telle approche permettrait d'accroître la portée, de faciliter l'exécution du projet, de maximiser les complémentarités et de rationaliser l'exécution, tout en tirant parti des avantages comparatifs des deux institutions financières.
12. Ce partenariat stratégique avec la Banque mondiale contribuera notamment à la réalisation des objectifs suivants du FIDA:
 - mobiliser des fonds supplémentaires pour investir dans les populations rurales;
 - élargir le nombre de bénéficiaires dans l'optique d'une transformation rurale inclusive;
 - orienter les investissements publics en faveur de l'inclusion sociale et de la prise en compte systématique des intérêts des petits exploitants pauvres;

- améliorer la pertinence et la visibilité du FIDA dans le cadre de la plus importante opération d'investissement financée par la communauté internationale face à la crise provoquée par la COVID-19 au Guatemala; le FIDA et la Banque mondiale financeront le plus grand programme de développement du pays pour la réduction de la pauvreté rurale et le développement des filières;
 - réduire les coûts administratifs relatifs à la conception et à la supervision;
 - favoriser la mise en commun et le renforcement de l'expertise technique des équipes du FIDA et de la Banque mondiale lors des missions d'appui à l'exécution et de supervision;
 - allouer des ressources plus conséquentes à des investissements productifs en faveur des populations rurales, en éliminant les coûts d'exécution indirects, qui seront entièrement pris en charge par la Banque mondiale.
13. Pour favoriser le renforcement institutionnel des activités pendant l'exécution, le FIDA s'appuiera sur son expérience pour contribuer également à promouvoir les produits de gestion des savoirs, la concertation sur les politiques et les initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) dans des domaines fondamentaux tels que la nutrition (notamment dans la sous-composante 1.3), les pertes alimentaires et la participation des groupes vulnérables à des filières agricoles axées sur le marché. À cette fin, le Fonds fournira régulièrement une assistance technique spécialisée sur ces questions lors des activités de suivi et des missions de supervision conjointes.
14. Les investissements du FIDA, ainsi que les fonds apportés par la Banque mondiale et les contributions des bénéficiaires au titre de la sous-composante 2.1, contribueront à établir des liens efficaces entre les groupes de petits exploitants très vulnérables, en particulier les femmes, les jeunes et les populations autochtones, et les filières agricoles intégrées et axées sur le marché. Des stratégies adaptées de développement des filières seront élaborées pour hiérarchiser les investissements et renforcer, dans le cadre des concertations de politique publique, les programmes public-privé relatifs au développement de systèmes agricoles inclusifs et axés sur le marché.
15. Le projet cadre parfaitement avec la Stratégie de collaboration avec le secteur privé et les stratégies relatives aux technologies de l'information et de la communication au service du développement, et prévoit des activités à l'appui des plans d'action de chacune de ces stratégies.

B. Enseignements tirés

16. Les enseignements suivants tirés du portefeuille d'activités du FIDA au Guatemala ont été jugés très utiles par les autorités guatémaltèques et la Banque mondiale:
- Le FIDA a acquis une vaste expérience en matière de cofinancement d'opérations de développement rural au Guatemala avec un large éventail de partenaires, notamment des institutions financières internationales (IFI) comme le Fonds de l'OPEP pour le développement international, des donateurs bilatéraux comme la Suède et la Norvège, et des acteurs du secteur privé, comme l'Association nationale des producteurs de café et l'Association des exportateurs guatémaltèques. L'équipe de pays du FIDA au Guatemala est un atout exceptionnel en la matière et jouera un rôle crucial d'appui technique à l'exécution du projet.
 - Certaines opérations des IFI ont pris beaucoup de retard lié à la formalisation des accords de financement au Congrès national. Pour surmonter ces difficultés et atténuer les risques pesant sur l'exécution, les IFI doivent prévoir une certaine souplesse dans leurs processus internes afin de mettre en place des mécanismes efficaces et normalisés aux stades de la conception

et de l'approbation, tant au niveau interne qu'au niveau national. Dans cette optique, les propositions de financement conjointes, y compris les critères d'harmonisation, les cadres de sauvegarde communs et les unités d'exécution communes, sont très appréciées par les pouvoirs publics et facilitent la ratification par le Congrès.

- Les retards récurrents dans l'exécution des projets sont liés à l'insuffisance des capacités de gestion du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, qui est l'organisme d'exécution du programme de pays du FIDA au Guatemala depuis dix ans. La recherche de partenariats avec d'autres acteurs ayant une expérience plus solide en matière d'exécution de projets, en particulier en cas de financement par des sources extérieures, ouvre pour le FIDA de nouvelles possibilités susceptibles d'améliorer sa performance. L'organisme d'exécution sélectionné, le Ministère de l'économie, qui dispose d'un vaste réseau d'acteurs privés du secteur agricole, jouit d'une grande expertise dans l'exécution de programmes d'investissement rural financés par des organisations internationales telles que la Banque mondiale.
- Il est essentiel de promouvoir la gestion des savoirs et l'exploitation des enseignements concernant la transformation durable et inclusive du monde rural si l'on veut atteindre les objectifs de développement. Une telle démarche contribue à éclairer les décisions stratégiques et à renforcer le recours par les pays à des approches étayées par des données factuelles. Ainsi, le projet est conçu de telle sorte que les meilleures pratiques et les principaux enseignements tirés soient intégrés à un cycle continu de gestion des savoirs, mettant à profit les partenariats et les programmes stratégiques nationaux et régionaux.
- Le renforcement des partenariats stratégiques avec le secteur privé dans le cadre de l'exécution des projets du FIDA a permis d'améliorer l'accès aux marchés, à des technologies et à des ressources financières. Du fait de la pandémie actuelle, la mise en place de ces partenariats stratégiques a été considérablement accélérée, notamment en ce qui concerne les technologies de l'information et de la communication pour le développement et les activités de commerce électronique.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

17. L'objectif du projet en matière de développement est de promouvoir une stratégie de développement du secteur agro-industriel afin de réduire les pertes alimentaires, de favoriser l'adoption de techniques résilientes face aux changements climatiques et d'appuyer les mesures d'urgence face à la COVID-19 destinées aux bénéficiaires de certaines filières.
18. Ce projet permettra d'appuyer les microentreprises et les petites et moyennes entreprises des secteurs agricole et agro-industriel, ainsi que les associations et les groupes de producteurs admissibles, désignés collectivement sous le sigle MPME dans le cadre de ce projet. En plus des groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes et les peuples autochtones, le projet appuiera les personnes d'ascendance africaine.
19. Le projet touchera plus de 450 000 personnes et profitera directement à quelque 1 900 MPME, groupes de producteurs et producteurs individuels. En ce qui concerne les sous-composantes cofinancées par le FIDA, la sous-composante 1.3 touchera 100 000 personnes grâce à des campagnes de communication axées sur la nutrition; la sous-composante 2.1 profitera directement à plus de 44 550 bénéficiaires travaillant dans les filières ciblées, qui jouiront ainsi d'un meilleur accès à des financements et à des investissements pour améliorer leurs pratiques après la récolte et leur production primaire.

20. Le projet sera exécuté à l'échelle nationale, la priorité étant accordée aux zones les plus touchées par la pauvreté.

B. Composantes, résultats et activités

21. Les composantes du projet seront les suivantes:

Composante 1: transformation productive et inclusive du système agricole post-COVID-19 (19 millions d'USD de la Banque mondiale; 0,33 million d'USD du FIDA). L'objectif de cette composante est de favoriser la reprise économique et la transformation productive du secteur agro-industriel après la pandémie.

Composante 2: investissements en faveur de l'amélioration de l'efficacité et de la résilience des MPME (100 millions d'USD de la Banque mondiale; 11 millions d'USD du FIDA; 17,67 millions d'USD au titre de la contribution des bénéficiaires). L'objectif de cette composante est de renforcer l'efficacité des activités postérieures à la récolte, de réduire les pertes après récolte et d'accroître la résilience des exploitations agricoles. Les activités seront menées à l'échelle nationale, et l'accent sera mis sur des projets d'investissement subsidiaires dans des filières stratégiques. Les investissements au titre de cette composante seront réalisés au moyen de plans d'activités financés par des dons dans le cadre du projet, ainsi que par les contributions des bénéficiaires.

Composante 3: renforcement institutionnel à l'appui du système agricole du Guatemala (25 millions d'USD de la Banque mondiale). L'objectif de cette composante est de renforcer les institutions du secteur public dont le rôle est jugé stratégique pour ce qui est d'améliorer l'efficacité du système agricole national. Des investissements seront réalisés pour contribuer au renforcement institutionnel.

Composante 4: suivi-évaluation et gestion du projet (6 millions d'USD de la Banque mondiale). Cette composante permettra de financer des activités liées à la gestion globale du projet, telles que l'élaboration d'un dispositif de suivi-évaluation, la réalisation de sondages périodiques concernant la satisfaction des bénéficiaires, ainsi que l'exécution d'une étude d'évaluation de l'impact. Les investissements réalisés au titre de cette composante permettront de garantir la conformité et le suivi des normes environnementales et sociales tout au long du projet, d'assurer le respect des dispositions fiduciaires, de veiller au bon déroulement, à la coordination et à l'administration du projet, d'établir des contrôles et des audits internes, et de mettre en place et d'administrer des mécanismes de participation des citoyens, comme des sondages de satisfaction des bénéficiaires et un mécanisme de réponse aux doléances propre au projet.

C. Théorie du changement

22. Les directives de la Banque mondiale sur la théorie du changement ne contiennent pas de partie narrative. Un diagramme explicatif est toutefois présenté ci-après.

Principales activités	Produits	Effets directs intermédiaires:	Résultats de l'objectif de développement du projet	Impact à long terme
Composante 1: transformation productive et inclusive du système agricole post-COVID-19				
<p>1.1 Aide d'urgence aux MPME Apporter au Fonds une assistance technique en faveur des MPME et mettre en œuvre un plan d'action dans le cadre de la stratégie nationale d'inclusion financière</p> <p>1.2 Relèvement des compétences de la main-d'œuvre et adéquation des compétences aux besoins Proposer des formations et des services visant à accroître les débouchés pour les chômeurs et les travailleurs saisonniers.</p> <p>1.3 Campagnes de sensibilisation visant à encourager la consommation d'aliments nutritifs et à informer les entreprises agricoles des possibilités d'exportation.</p>	<p>Amélioration de l'accès des MPME de certaines filières à des financements</p> <p>Accès des bénéficiaires à des services en ligne de mise en correspondance des besoins et de l'offre et à des bourses d'études</p> <p>Réalisation de campagnes de communication pour informer les publics cibles.</p>	<p>Amélioration de l'accès au financement pour les MPME admissibles.</p> <p>Main d'œuvre hautement qualifiée bénéficiant d'un meilleur accès aux débouchés dans certaines filières.</p> <p>Augmentation du nombre de ménages sensibilisés aux meilleurs choix alimentaires et du nombre d'entreprises agricoles informées des possibilités d'exportation.</p>	<p>Réduction des conséquences socio-économiques de la COVID-19 sur les bénéficiaires.</p>	<p>Mesures d'urgence face à la pandémie de COVID-19 destinées aux MPME et aux bénéficiaires ciblés.</p> <p>Contribution à une reprise efficace du secteur agro-industriel à la suite de la crise liée à la COVID-19</p>
Composante 2: Investissements en faveur de l'amélioration de l'efficacité et de la résilience des MPME				
<p>2.1 et 2.2 Apporter des financements et une assistance technique pour l'élaboration de plans d'activités et l'exécution de projets subsidiaires visant à améliorer les pratiques après récolte</p> <p>2.3 Appuyer un mécanisme d'appui à l'innovation en matière de techniques après récolte et de sécurité alimentaire</p>	<p>Élaboration de plans d'activités. Mise en œuvre et financement de projets subsidiaires</p> <p>Fourniture d'une assistance technique</p> <p>Financement et réalisation d'innovations</p> <p>Construction ou remise en état d'installations</p> <p>Formation des bénéficiaires</p> <p>Participation des femmes, des jeunes et des populations autochtones</p>	<p>Amélioration des activités après récolte et des exploitations agricoles réalisées dans les filières ciblées</p> <p>Recensement et mise à l'essai d'innovations prometteuses</p>	<p>Adoption par les bénéficiaires de techniques et de pratiques agricoles climatiquement rationnelles qui renforcent la résilience</p> <p>Réduction des pertes de nourriture et du niveau de déchets dans certaines filières</p> <p>Hausse de la participation des femmes, des jeunes et des populations autochtones dans les filières ciblées</p>	<p>Réduction des pertes de denrées alimentaires</p> <p>Augmentation de l'efficacité et de la résilience des systèmes alimentaires</p> <p>Processus de transformation agro-industrielle en cours</p> <p>Accroissement de l'adoption de techniques résilientes face aux changements climatiques</p>
Composante 3: Renforcement institutionnel à l'appui du système agricole du Guatemala				
<p>3.1 Investissements dans les systèmes sanitaires et phytosanitaires et dans les systèmes de traçabilité aux fins de la sécurité alimentaire</p> <p>Appuyer les infrastructures et les services relatifs à la qualité, à la sécurité et à la traçabilité des aliments dans certaines filières.</p> <p>3.2 Renforcement institutionnel des organismes publics clés des systèmes agricoles</p> <p>Appui au renforcement des capacités institutionnelles du Ministère de l'économie, de l'Institut national de la statistique et du Ministère de l'agriculture et de l'élevage.</p>	<p>Mise à l'essai de systèmes de traçabilité numérique.</p> <p>Mise à niveau des laboratoires.</p> <p>Amélioration du système national de contrôle de la qualité.</p> <p>Modernisation des installations du marché.</p> <p>Réalisation d'évaluations institutionnelles clés.</p> <p>Élaboration d'une nouvelle enquête statistique de l'Institut national de la statistique.</p> <p>Fourniture d'une assistance technique efficace aux institutions publiques.</p>	<p>Renforcement des principales infrastructures publiques, des systèmes d'information et des stratégies dans le domaine agro-industriel</p>	<p>Amélioration de la capacité des organismes publics de l'agro-industrie à contribuer au renforcement de l'efficacité et de la résilience des systèmes alimentaires</p>	

D. Alignement, appropriation et partenariats

23. Le projet s'inscrit pleinement dans l'objectif stratégique n° 1 de la note de stratégie de pays 2018-2021 pour le Guatemala, qui vise à ouvrir des débouchés économiques durables en faveur des populations rurales pauvres, en particulier les femmes, les jeunes et les populations autochtones. En outre, il contribuera à la réalisation de l'objectif stratégique n° 2, qui porte sur la gestion des savoirs et la CSST, puisqu'il vise à promouvoir la gestion des savoirs en matière de bonnes pratiques et l'exploitation des enseignements en vue d'une transformation durable et inclusive du monde rural dans le cadre d'une démarche de CSST.

24. De même, la proposition contribuera à la réalisation de l'objectif n° 1 du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, qui consiste à accroître la capacité de production des populations rurales. Le projet concourra en outre à la concrétisation des objectifs de développement durable n^{os} 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro), 5 (égalité entre les sexes), 8 (travail décent et croissance économique), 12 (consommation et production responsables), 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et, en partie, 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).
25. Au niveau du pays, la proposition appuiera la politique nationale du Gouvernement guatémaltèque pour 2020-2024, le plan national de développement K'atun² et le plan national d'urgence et de relance économique face à la COVID-19. En outre, la proposition contribuera à la mise en œuvre des politiques publiques hautement prioritaires suivantes:
- Le programme Grande croisade nationale pour la nutrition, qui comprend la réduction des pertes alimentaires, des campagnes de sensibilisation à une alimentation saine et la création de revenus en vue de l'amélioration de l'accès des communautés à des aliments.
 - La Politique nationale de la compétitivité 2018-2032, mise en œuvre par le Ministère de l'économie, dans laquelle les filières sélectionnées sont jugées prioritaires.
26. En ce qui concerne la participation à l'élaboration des politiques nationales, les investissements du FIDA au titre des sous-composantes 1.3 et 2.1 aideront le Gouvernement guatémaltèque à faire avancer la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques susmentionnées, notamment pour ce qui est des questions relatives à la nutrition et aux modes de consommation, ainsi qu'au développement de micro- et petites entreprises agro-industrielles inclusives dans les zones rurales. À cette fin, le FIDA apportera un appui technique, réalisera des études de fond et communiquera des données d'expérience en lien avec d'autres contextes de développement.
27. Il est important de noter que la participation à l'élaboration des politiques comporte différents angles et que le projet contribuera à la mise en œuvre de plusieurs mesures gouvernementales, notamment la loi d'urgence visant à protéger les Guatémaltèques des effets de la pandémie de COVID-19, et de la stratégie nationale d'inclusion financière. De plus, dans le cadre du projet, un groupe de recherche indépendant sera chargé de mener une évaluation d'impact rigoureuse et de produire des instruments d'élaboration de politiques, notamment en ce qui concerne les processus de renforcement des capacités institutionnelles ciblant les principaux acteurs du projet. Les activités de CSST sont intégrées dans la note de stratégie de pays, tout en étant complétées par des mesures connexes, telles que des dons nationaux et régionaux et d'autres activités associées exécutées avec le concours du bureau de pays du FIDA au Guatemala. L'équipe de conception a déjà intégré plusieurs priorités du FIDA dans le document d'évaluation du projet, mais elle ne pourra pas toutes les intégrer étant donné la nature conjointe des opérations.
28. La proposition contribuera directement à la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2021-2025), qui doit être signé entre le Gouvernement guatémaltèque et l'Organisation des Nations Unies en 2020.

² <https://www.pnd.gt/Home/Vision>.

E. Coût, avantages et financement

29. La composante 2 du projet (Investissements en faveur de l'amélioration de l'efficacité et de la résilience des MPME) est partiellement comptabilisée dans le financement de l'action climatique. Selon les méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement pour suivre le financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique est estimé à titre préliminaire à 8,25 millions d'USD.

Coût du projet

30. Le coût total du projet s'élève environ à 179 millions d'USD. S'agissant des principales hypothèses de calcul des coûts, le taux de change a été estimé à 7,78 GTQ pour 1 USD, et les aléas financiers à 4% en ce qui concerne l'inflation locale et à 2% pour ce qui est de l'inflation internationale (le cas échéant). Aucun imprévu matériel n'a été pris en compte en ce qui concerne la contribution du FIDA, qui s'élève à 11,33 millions d'USD au titre des composantes 1 et 2 du projet.

Tableau 1

Coût du projet par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Banque mondiale		Contribution des bénéficiaires		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
Composante 1: transformation productive et inclusive du système agricole post-COVID-19	330	3	19 000	12,67	-	-	19 330
Composante 2: investissements en faveur de l'amélioration de l'efficacité et de la résilience des MPME	11 000	97	100 000	66,67	17 670	100	128 670
Composante 3: renforcement institutionnel à l'appui du système agricole du Guatemala	-	-	25 000	16,67	-	-	25 000
Composante 4: suivi-évaluation et gestion du projet	-	-	6 000	4	-	-	6 000
Total	11 330	100	150 000	100	17 670	100	179 000

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépense et par source de financement pour le financement du FIDA (en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Total
	Montant	%	Montant
1. Dons	11 000	100	11 000
2. Biens, services et assistance technique	330	100	330
Total	11 330	100	11 330

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année
(en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
Composante 1: transformation productive et inclusive du système agricole post-COVID-19	55	16,7	55	16,7	55	16,7	55	16,7	55	16,7	55	16,7	330
Composante 2: Investissements en faveur de l'amélioration de l'efficacité et de la résilience des MPME	-	-	2 200	20	3 850	35	2 750	25	1 650	15	550	5	11 000
Total	55	0,5	2 255	20	3 905	34,5	2 805	25	1 705	15	605	5	11 330

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

31. Le coût total du projet s'élève environ à 179 millions d'USD: 150 millions d'USD de financement de la Banque mondiale, 17,67 millions d'USD de financement de contrepartie des bénéficiaires et 11,33 millions d'USD de financement du FIDA. Le financement du FIDA sera axé sur les activités de la composante 2, à savoir le financement des programmes d'appui aux exploitations agricoles (97,1%), pour un montant d'environ 11 millions d'USD. En outre, le FIDA contribuera à la composante 1 à hauteur de 0,33 million d'USD (2,9%).

Décaissement

32. L'emprunteur ouvrira, auprès de la Banque du Guatemala, dans le compte unique du Trésor, un compte désigné en dollars des États-Unis, qui servira exclusivement à recevoir les ressources octroyées par le FIDA. Les fonds seront virés en monnaie locale depuis le compte désigné vers les comptes opérationnels du Ministère des finances publiques et du Ministère de l'économie. Une clause *pari passu* sera appliquée pour les composantes cofinancées par la Banque mondiale et le FIDA. Dans le cadre du projet, une demande de retrait sera soumise à la Banque mondiale pour examen, conformément aux politiques et aux procédures de décaissement de cette dernière. Les décaissements du FIDA seront effectués après approbation de la Banque mondiale.

Résumé des avantages et analyse économique

33. L'analyse économique et financière de ce projet est une évaluation ex ante de la performance future du projet, qui tient compte des bénéfices et des coûts différentiels estimés des investissements liés au projet. Des modèles d'investissement ont été établis pour évaluer l'impact financier du point de vue des bénéficiaires et fournir la base de l'évaluation économique. Les modèles appliqués à l'analyse économique et financière ont été dérivés des activités prévues au titre de la composante 2 (l'investissement le plus important dans le cadre du projet), ainsi que des modèles permettant de déterminer et d'évaluer les avantages générés par les activités d'investissement des composantes 1 et 3.
34. Il ressort de l'analyse économique que le projet est un investissement économiquement viable pour le pays. La valeur actuelle nette (VAN) du projet (le taux d'escompte social appliqué est de 12%) s'élève à 167,9 millions d'USD, ce qui donne, dans le scénario de base, un taux de rentabilité économique interne de 34,1%. Conformément aux directives les plus récentes de la Banque mondiale (2017), les indicateurs d'analyse économique du projet ont été calculés selon une hypothèse de prix du carbone plus élevé (80 USD par tonne d'équivalent CO₂) et une hypothèse de prix du carbone plus bas (40 USD par tonne d'équivalent CO₂) pour estimer les avantages économiques découlant de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'analyse des émissions de gaz à effet de serre indique que, sur la période d'exécution de 20 ans, le projet pourrait permettre de réduire

les émissions de carbone de 368 037 millions de tonnes d'équivalent CO₂ grâce aux activités directes et indirectes du projet. Cela suppose une atténuation moyenne de 18 402 tonnes d'équivalent CO₂ par an. D'après le scénario fondé sur un prix élevé du carbone, le taux de rentabilité économique pour l'ensemble du projet est de 36,42% et la VAN est d'environ 179,77 millions d'USD. Dans le scénario fondé sur un prix du carbone bas, le taux de rentabilité économique est de 35,22% et la VAN est d'environ 173,8 millions d'USD.

Stratégie de sortie et durabilité

35. Le cadre du projet vise dans son ensemble à améliorer la résilience et l'état de préparation du secteur agricole, afin de contribuer à une reprise durable face aux effets de la COVID-19 après la phase aiguë de cette crise. La transformation du secteur agricole compte parmi les grandes priorités du Gouvernement guatémaltèque, qui montre un engagement fort et une appropriation solide des activités du projet.
36. L'amélioration de la compétitivité, qui entraîne un meilleur accès au marché et une augmentation des ventes, contribuera fortement à la durabilité des investissements des projets subsidiaires. Le projet devrait permettre d'accroître la rentabilité des activités agroindustrielles des bénéficiaires en renforçant l'efficacité et la résilience des filières de production, en investissant dans les activités après récolte et en finançant des améliorations technologiques. Les investissements productifs seront plus durables grâce à une conception rigoureuse et à une évaluation indépendante de la viabilité technique, financière, environnementale et sociale. La durabilité à long terme dépendra des ressources en personnel (renforcement des capacités et assistance technique), ainsi que de la mise en œuvre de mesures renforcées d'adaptation aux changements climatiques reposant sur des approches et des techniques résilientes. En outre, la priorité accordée à la mobilisation des financements du secteur privé et à la création de mécanismes permettant aux institutions financières privées d'investir dans les producteurs ruraux créera les bases nécessaires pour promouvoir le développement durable du secteur agricole au-delà de la durée du projet.
37. La pérennité des réalisations du projet sera également favorisée par le renforcement des capacités stratégiques et opérationnelles des institutions sectorielles et par l'amélioration des systèmes sanitaires et phytosanitaires, de traçabilité et d'information. L'amélioration des capacités, des réglementations, des systèmes et des mécanismes favorisera l'établissement d'un cadre efficace qui permettra de continuer à aider les entreprises rurales, à limiter les pertes de nourriture, ainsi qu'à assurer le suivi et l'application de normes élevées en matière de qualité et de salubrité des aliments au-delà de la durée du projet. Le projet favorisera l'établissement de relations commerciales parmi les organisations bénéficiaires, et veillera à ce qu'elles jouissent d'un suivi et d'une aide en vue d'obtenir des contrats commerciaux propices à la durabilité de la vente de leurs produits. De plus, il participera au maintien de relations étroites avec les syndicats, les chambres et les associations de producteurs de second niveau, ainsi qu'avec d'autres acteurs, à l'appui d'une plus grande compétitivité commerciale.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

38. Compte tenu de la situation actuelle du pays, certains risques au niveau national, notamment le climat d'incertitude pesant sur le contexte sociopolitique, économique et relatif à la COVID-19, pourraient avoir des répercussions sur le projet. Le FIDA mettra en place des mécanismes de suivi et d'analyse afin que les décisions puissent être prises en temps opportun avec le Gouvernement guatémaltèque (première année d'exécution), de telle sorte que les missions d'appui à l'exécution et de supervision prévoient une analyse des risques et

systematisent l'exploitation des enseignements tirés (pendant toute la durée du projet).

39. Le risque fiduciaire a été évalué comme substantiel au stade de la conception, sur la base d'une évaluation de la capacité de gestion financière du Programme national de compétitivité (PRONACOM), réalisée par la Banque mondiale. Les principaux risques relevés avaient trait aux risques élevés découlant du contexte national et à la complexité des modalités d'exécution nécessitant des précisions supplémentaires en attendant le déploiement d'un système de gestion financière adapté et le recrutement de personnel qualifié supplémentaire. Des mesures d'atténuation, telles que la mise en place d'une unité de gestion du projet (UGP) composée d'un personnel qualifié, ont été convenues avec le Gouvernement guatémaltèque, et seront appuyées par des formations et des mesures d'assistance technique appropriées, qui seront assurées par des experts fiduciaires de la Banque mondiale et seront complétées par des visites régulières d'appui à l'exécution.

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation

<i>Domaines de risque</i>	<i>Évaluation du risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Élevé	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Environnement et climat	Substantiel	Modéré
Portée du projet	Important	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Substantiel	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Substantiel
Passation des marchés au titre du projet	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Faible
Risque global	Substantiel	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

40. Le projet a été classé dans la catégorie B. Les éventuels risques et effets environnementaux et sociaux négatifs découlant des activités du projet ne devraient pas être importants, mais les risques environnementaux et sociaux combinés sont substantiels en raison de certains facteurs contextuels et de la capacité de l'emprunteur. Les mesures d'atténuation sont abordées au moyen d'instruments relatifs aux questions environnementales et sociales. Étant donné que la portée exacte, la localisation et les risques des projets subsidiaires ne seront pas précisés avant l'exécution, le projet a été élaboré selon une approche-cadre et prévoit une mise au point en deux phases des instruments relatifs aux questions environnementales et sociales. Cette approche permet en outre d'établir le projet en appliquant les procédures simplifiées prévues au paragraphe 12 de la politique de financement des projets d'investissement face à la COVID-19. Le Ministère de l'économie et l'équipe du PRONACOM ont élaboré et diffusé un projet avancé de plan de mobilisation des parties prenantes, comprenant un mécanisme de réponse aux doléances au niveau du projet et un plan d'engagement environnemental et social. Les projets de plan de mobilisation des parties prenantes et de plan d'engagement environnemental et social ont été publiés sur le site Web externe de la Banque mondiale le 9 juin 2020 et par les autorités guatémaltèques le 26 juin 2020.
41. En outre, le Ministère de l'économie élaborera, examinera et diffusera, dans les 90 jours suivant l'entrée en vigueur de l'accord de la Banque mondiale, un cadre de gestion environnementale et sociale, des procédures de gestion du personnel assorties d'un mécanisme de réponse aux doléances concernant les intervenants

du projet, un cadre de planification relatif aux populations autochtones, ainsi que la version définitive du plan d'engagement environnemental et social. Le plan d'engagement environnemental et social témoigne de la détermination des pouvoirs publics à mettre en œuvre les instruments de gestion environnementale et sociale et à rendre compte périodiquement de leur conformité. Au niveau des projets subsidiaires, des plans de gestion environnementale et sociale et des plans en faveur des populations autochtones seront élaborés selon les besoins.

Toutes les mesures d'atténuation, de gestion et de surveillance requises pendant la phase de construction, identifiées dans le cadre de gestion environnementale et sociale, seront reflétées dans les documents d'appel d'offres et de passation des marchés. L'UGP comprendra des spécialistes de l'environnement, des questions sociales et de l'égalité femmes-hommes, qui contribueront à la mise en œuvre et au respect des exigences et qui feront régulièrement rapport à la Banque mondiale et au FIDA. Le Ministère de l'économie exécutera le projet conformément aux garanties de la Banque mondiale.

C. Classement au regard des risques climatiques

42. Les risques climatiques du projet sont modérés. Il existe un risque modéré que le projet accroisse la vulnérabilité climatique due à l'exposition aux sécheresses, inondations et autres phénomènes climatiques, étant donné la capacité d'adaptation faible ou moyenne des populations rurales, des moyens d'existence, des écosystèmes, des actifs économiques et des infrastructures face aux changements climatiques et à leurs menaces.

D. Soutenabilité de la dette

43. Dans leur analyse de viabilité de la dette de juin 2020, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont estimé que la dette publique devrait rester viable. L'endettement public continue de résister aux chocs à court terme. Les effets négatifs à long terme de la crise liée à la COVID-19 devraient être limités, et un engagement ferme a été pris concernant le paiement intégral et en temps voulu des obligations liées au service de la dette. Compte tenu de son faible niveau d'endettement avant la COVID-19, le Guatemala a pu intervenir de manière ciblée face à la crise, tout en préservant la viabilité de la dette.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

44. La gestion et l'exécution générales du projet seront assurées par le Vice-Ministère de l'investissement et de la concurrence chargé du PRONACOM. Une UGP spécialisée sera mise en place dans le cadre du projet. Cette unité sera chargée de la mise en œuvre et de la coordination courante du projet, conformément aux objectifs du projet et aux politiques et procédures applicables de la Banque mondiale. L'UGP sera dotée d'un personnel adéquat pendant toute la période d'exécution.

On nommera un coordonnateur ou une coordonnatrice du projet, qui supervisera la coordination générale du projet, sa bonne exécution et les opérations correspondantes. Cette personne sera également responsable de la coordination technique générale avec les autres directions, départements et unités du Ministère de l'économie, ainsi qu'avec les institutions bénéficiaires (Ministère de l'agriculture et de l'élevage et Institut national de la statistique). L'UGP comprendra des spécialistes de la passation des marchés, de la gestion financière, de l'environnement, des questions sociales, de la parité femmes-hommes et du suivi-évaluation, qui appuieront l'exécution, veilleront au respect des exigences et contribueront à l'élaboration de rapports réguliers à l'intention de la Banque mondiale et du FIDA.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

45. **Gestion financière.** L'UGP est responsable de la gestion financière du projet. La Banque mondiale, qui sera désignée comme institution coopérante, aura la responsabilité de gérer et de superviser la mise en œuvre du financement du FIDA conformément à une lettre de nomination, qui précisera les modalités de supervision telles que les missions, les rapports financiers et les audits. Pour simplifier les modalités d'exécution, le Fonds acceptera que soient appliquées les politiques et procédures financières de la Banque mondiale. Le FIDA a examiné ces politiques et procédures afin de s'assurer qu'elles sont conformes à ses propres exigences fiduciaires.
46. Les documents financiers seront conservés conformément à l'exigence de la Banque mondiale de conserver les dossiers financiers pendant un maximum de trois ans après la clôture du projet ou pendant 18 mois après réception par la Banque mondiale d'un audit financier final jugé conforme, la date la plus récente étant retenue.
47. **Audit externe.** Les comptes annuels et les états financiers du projet seront audités de manière indépendante, conformément aux normes d'audit internationales et aux politiques et procédures de la Banque mondiale. Les états financiers audités seront soumis à la Banque mondiale et au FIDA au plus tard six mois après la fin de chaque exercice financier.
48. La passation des marchés sera effectuée conformément au Règlement de passation des marchés de la Banque mondiale dans le cadre du financement des projets d'investissement.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

49. Une équipe de suivi-évaluation sera mise en place au sein de l'UGP pour gérer les missions suivantes: suivre les activités courantes et les produits du projet; produire et systématiser les informations relatives à la gestion; appuyer le processus de planification et de budgétisation; suivre les résultats et les progrès du projet au regard des indicateurs fixés; communiquer des données pour la communication des résultats du projet et des enseignements tirés; assurer une communication efficace entre le personnel du ministère au niveau central et le personnel sur le terrain; promouvoir l'application du principe de responsabilité en matière d'utilisation des ressources. De plus, elle fournira des commentaires aux parties prenantes et recueillera les leurs, notamment grâce au mécanisme de réponse aux doléances et à d'autres mécanismes de participation des citoyens, et réalisera ou fera réaliser des études d'évaluation spéciales (y compris une évaluation d'impact) afin d'évaluer les résultats et les réalisations du projet.
50. En tout, 11 indicateurs de base du FIDA ont été inclus dans le système de gestion des résultats opérationnels et le cadre logique. L'évaluation du projet repose sur trois étapes clés: i) étude préliminaire; ii) examen à mi-parcours; iii) évaluation finale.
51. En matière de gestion des savoirs, la proposition tient compte des enseignements tirés des expériences récentes dans les domaines de l'agriculture familiale, de l'agriculture climatiquement rationnelle et de l'autonomisation économique des femmes et des jeunes ruraux. Ces activités sont appuyées par le FIDA dans le cadre de projets hors prêts, notamment des programmes de CSST. Une annexe consacrée à ce sujet fondamental a été élaborée en étroite coordination avec le centre de gestion des savoirs et de la CSST du FIDA au Brésil. Elle a été incluse dans le manuel d'exécution du projet.

Innovation et reproduction à plus grande échelle

52. La durabilité à long terme sera favorisée au niveau des individus et des entreprises agricoles grâce au renforcement des capacités et à l'assistance technique, ainsi qu'à l'adoption de techniques résilientes face aux changements climatiques. En outre, la mise en place d'un environnement favorable à l'accroissement des investissements privés dans les MPME posera les jalons d'un développement financièrement durable de l'agro-industrie au-delà de la durée du projet.
53. Le FIDA encouragera également l'utilisation des outils de l'information et de la communication au service du développement, en particulier les applications mises au point en interne, telles que AGRiplan et Arvest.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

54. Le Conseil d'administration de la Banque mondiale examinera la proposition le 15 décembre 2020.
55. Le dialogue au sein du Congrès national devrait durer environ six mois, étant donné la priorité élevée que le Gouvernement guatémaltèque accorde à ce projet.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

56. Le FIDA et la Banque mondiale organiseront chaque année une mission d'appui à l'exécution et une mission de supervision. Le Fonds organisera en outre l'atelier de démarrage, l'examen à mi-parcours et la mission à l'achèvement, conformément aux directives de supervision de la Banque mondiale et du FIDA. En outre, le bureau de pays du FIDA apportera un appui continu à l'exécution du projet en coordination avec le pôle de Panama et le siège à Rome, ainsi qu'avec le bureau de la Banque mondiale au Guatemala.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

57. Un accord de financement entre la République du Guatemala et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
58. La République du Guatemala est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
59. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

60. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Guatemala un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de onze millions trois cent trente mille dollars des États-Unis (11 330 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement

Convenio de financiación negociado: Respuesta al Covid-19: Cadenas De Valor Agroalimentarias Modernas Y Resilientes

(Negociaciones concluidas el 8 diciembre 2020)

Número del Préstamo: _____

Proyecto: *Respuesta al Covid-19: Cadenas De Valor Agroalimentarias Modernas Y Resilientes* (el "Proyecto")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

la República de Guatemala (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que el Prestatario ha solicitado al Fondo cofinanciar el Proyecto y el Fondo acepta proporcionar un préstamo para apoyar en la financiación del mismo.

CONSIDERANDO que el Proyecto será cofinanciado por el Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento (el "Banco")

CONSIDERANDO que el Banco ha acordado proporcionar financiación en forma de préstamo al Prestatario por una cantidad de ciento cincuenta millones de dólares de los Estados Unidos de América (USD 150,000,000), para cofinanciar la ejecución de algunas de las actividades del Proyecto conforme al convenio de préstamo a celebrarse entre el Banco y el Prestatario (el "Acuerdo Banco");

CONSIDERANDO que el Prestatario acepta que las actividades del Proyecto sean cofinanciadas de conformidad con el presente Convenio;

El FIDA ACUERDA conceder un Préstamo de sus propios recursos al Prestatario para asistir en la cofinanciación del Proyecto de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en el presente Convenio; y

Las Partes acuerdan además lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la descripción y las disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1), el cuadro de asignaciones (Anexo 2) y las condiciones generales. En caso de conflicto entre este documento y cualquiera de los Anexos, prevalecerán las disposiciones de este documento.

2. Se adjuntan al presente Convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, enmendadas en diciembre de 2018 (las "Condiciones Generales") que aplicarán al presente Convenio en sus sucesivas versiones enmendadas, salvo las disposiciones enumeradas en la Sección E, párrafo 4 de este Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las condiciones generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. El Fondo proporcionará un Préstamo al Prestatario (la "Financiación" o el "Préstamo"), que el Prestatario utilizará para ejecutar las actividades indicadas en el Anexo 1 del presente Convenio.

4. A los efectos del presente Convenio:

"MOP" significa el Manual de Operaciones del Proyecto preparado bajo el Acuerdo Banco;

"Regulaciones de Adquisiciones para Prestatarios en Proyectos de Inversión" se refiere a las Regulaciones definidas en el Acuerdo Banco ("*Procurement Regulations*");

Sección B

1. El monto del Préstamo es de Once millones trescientos treinta mil dólares de los Estados Unidos de América (USD 11 330 000)

2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias por un plazo de 32 años incluyendo un período de gracia de 6 años a partir de la fecha en que el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones previas para el retiro de fondos indicadas en las Condiciones Generales y en la Sección E. 3 del presente Convenio.

3. El Préstamo estará sujeto a intereses sobre el capital de préstamo pendiente al tipo de interés variable de referencia de FIDA con un margen proporcionado por el FIDA

4. La moneda de pago del servicio del Préstamo será en USD.

5. El primer día del ejercicio financiero aplicable será el 1º de enero.

6. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 15 de febrero y 15 de agosto.

7. El Prestatario, dentro de la cuenta única existente en el Banco de Guatemala por la Tesorería Nacional, identificará una cuenta secundaria denominada en USD a nombre del Proyecto para la recepción de los desembolsos, seguimiento y utilización de los recursos del Préstamo ("cuenta designada/secundaria").

Sección C

1. El Organismo Responsable de la ejecución del Proyecto será el Ministerio de Economía (MINECO) a través del Programa Nacional de Competitividad (PRONACOM).

2. La fecha de terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio o cualquier prórroga de la fecha de terminación

del Proyecto que el Fondo pueda designar mediante notificación al Prestatario.

3. Aplicaran a la Gestión Financiera del Préstamo FIDA las normas del Banco en calidad de Institución Cooperante así como las instrucciones indicadas en el MOP y en la Carta de Información Financiera y Desembolsos ("*Disbursement and Financial Information Letter*") mencionada en la Sección III del Anexo 2 del Acuerdo Banco, que el Banco enviará al FIDA.

4. La adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios financiados con los recursos de la Financiación se realizarán de conformidad con las disposiciones especificadas en las Regulaciones de Adquisiciones para Prestatarios en Proyectos de Inversión del Banco en calidad de Institución Cooperante.

Sección D

1. El Proyecto será supervisado por el Banco y el FIDA cada quien en el ámbito de su competencia, y el Préstamo administrado por el Banco en calidad de Institución Cooperante conforme a la Sección 3.03 de las Condiciones Generales

Sección E

1. Se considera que es motivo adicional a los especificados en la Sección 12.01 de las Condiciones Generales, para la suspensión del derecho del Prestatario a solicitar desembolsos que el derecho del Prestatario a solicitar desembolsos bajo el Acuerdo Banco haya sido suspendido, cancelado o terminado, en su totalidad o en parte, o el Préstamo del Banco haya vencido y sea pagadero antes del vencimiento acordado.

2. Se considera motivo adicional para la cancelación de este Convenio: que el Acuerdo Banco haya sido terminado.

3. Se considera que son condiciones generales adicionales previas a las establecidas en las Condiciones Generales para el desembolso de fondos del Préstamo las siguientes:

- (a) que el Prestatario haya abierto la cuenta designada;
- (b) que el Acuerdo Banco haya entrado en vigor;
- (c) que el Prestatario haya cumplido con las condiciones para el desembolso de fondos establecidas en el Acuerdo Banco;

4. Las Secciones 7.05 (Adquisiciones) y la Sección 7.01 (b) (ii) y el Artículo 8 (Informes e Información de Implementación), Sección 9.01, 9.02 y 9.03 a) y b) de las Condiciones Generales no se aplicarán al presente Convenio y en su lugar se aplicará lo siguiente:

- (a) todos los bienes, obras y servicios requeridos para el Proyecto y que serán financiados con el Préstamo FIDA serán adquiridos de acuerdo con las Regulaciones de Adquisiciones para Prestatarios en Proyectos de Inversión.
- (b) el Organismo Ejecutor supervisará y evaluará el progreso del Proyecto y preparará Informes, así como Planes de Trabajo y Presupuestos Anuales (POA), de conformidad con el Acuerdo Banco y el MOP.
- (c) la preparación del informe anual de estados financieros, la selección de los auditores independientes, los plazos de entrega de las auditorías y el período de retención (resguardo) de documentos y registros del Proyecto se realizará de

conformidad con lo estipulado en la Carta de Información Financiera y Desembolsos ("*Disbursement and Financial Information Letter*") preparada por el Banco Mundial correspondiente exclusivamente al Financiamiento FIDA, que enviará al Prestatario tras la no objeción del FIDA.

5. El presente Convenio no está sujeto a ratificación por parte del Prestatario.

6. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionados con el presente Convenio:

Por el Fondo:

El Presidente
Fondo Internacional de
Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44, 00142 Roma

Por el Prestatario

Ministro de Finanzas Públicas
Dirección: 8ª avenida 20-59 C
entro Cívico, Zona 1
+(502) 23743000
Guatemala, C.A

Organismo Responsable del Proyecto:

Ministro de Economía
8ª Avenida 10-43 Zona 1
+ (502) 2412-0200
Guatemala, C.A

El presente Convenio, de fecha _____, se ha preparado en idioma español en dos (2) copias originales, una (1) de las cuales es para el Fondo y la otra para el Prestatario.

REPUBLICA DE GUATEMALA

Ministro de Finanzas Públicas

Fecha: _____

FONDO INTERNACIONAL
DE DESARROLLO AGRICOLA

Presidente

Fecha: _____

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

Descripción del Proyecto

El objetivo del Proyecto es promover una estrategia de agro-industrialización que reduzca las pérdidas de alimentos, aumente la adopción de tecnologías resilientes al clima y apoye la respuesta de emergencia de COVID-19 para los beneficiarios en determinadas cadenas de valor.

El Proyecto consiste en las siguientes partes:

Parte 1. Transformación productiva e inclusiva del Sistema Agroalimentario, post COVID-19.

61. Brindar asistencia técnica a: (a) el MINECO para apoyar la implementación de la Estrategia Nacional de Inclusión Financiera (ENIF), y (b) aumentar la funcionalidad del Fondo Micro, Pequeña y Mediana empresa (MIPYME) para responder a la emergencia de COVID-19.
62. Apoyar el desarrollo de habilidades y la equiparación de las habilidades laborales a través de: (a) la prestación de asistencia técnica para establecer un mecanismo de becas y capacitación para mejorar las aptitudes de los beneficiarios elegibles; (b) la financiación de becas y estipendios para los beneficiarios elegibles; (c) financiamiento de capacitación para los beneficiarios elegibles; (d) la realización de actividades de divulgación específicas; y (e) el fortalecimiento de la plataforma de servicios de interconexión de la mano de obra de las cadenas de valor, todo ello conforme a lo dispuesto en el MOP.
63. Realizar campañas de sensibilización de los consumidores para: (a) fomentar las preferencias de los consumidores nacionales hacia hábitos de nutrición más diversos y saludables y menos desperdicio de alimentos; y (b) promover las oportunidades de exportación.

Parte 2. Inversiones para mejorar la eficiencia y la resiliencia de las MIPYMES.

Apoyar las inversiones elegibles en las cadenas de valor estratégicas a través de:

1. El otorgamiento de Micro Donaciones a los Beneficiarios de Micro Donaciones para la realización de Sub-proyectos Elegibles.
2. El otorgamiento de pequeñas donaciones a los beneficiarios de pequeñas donaciones y de donaciones medianas a los beneficiarios de donaciones medianas para la ejecución de los Sub-proyectos Elegibles.
3. El otorgamiento de donaciones para la Innovación a los Beneficiarios que ejecuten Sub-proyectos de Innovación.

Parte 3. Fortalecimiento institucional en apoyo al Sistema Agroalimentario del Prestatario.

1. Invertir en sistemas sanitarios, fitosanitarios y de trazabilidad para la seguridad alimentaria a través de, entre otras cosas: (a) brindar asistencia técnica y equipo

para la mejora de los sistemas sanitarios, fitosanitarios y de trazabilidad en colaboración con el MAGA; b) brindar asistencia técnica y equipo al Sistema Nacional de Calidad del MINECO; y c) brindar apoyo al MAGA para proporcionar asistencia técnica y equipo a los laboratorios públicos para la inocuidad de los alimentos.

2. Fortalecer las instituciones clave del sector público en el sistema agroalimentario a través de, entre otras cosas, la prestación de asistencia técnica, la creación de capacidades y el suministro de equipo a determinadas dependencias técnicas del MINECO, del MAGA y del INE.

Parte 4. Monitoreo, Evaluación y Gestión del Proyecto.

Llevar a cabo actividades de gestión del proyecto, entre ellas: (a) el desarrollo de un sistema de monitoreo y evaluación, que incluya encuestas periódicas sobre la satisfacción de los beneficiarios y un estudio de evaluación de impacto; (b) la realización de actividades para garantizar el cumplimiento y monitoreo de los estándares ambientales y sociales del Proyecto; (c) la realización de la administración fiduciaria, los controles internos y las auditorías del Proyecto; y (d) el desarrollo y aplicación de un mecanismo de participación ciudadana y un mecanismo de reparación de quejas para el Proyecto.

Los fondos del FIDA cofinancian los sub componentes 1.3 y 2.1 del Proyecto.

Ejecución del Proyecto

El Proyecto se ejecutará por el MINECO a través de PRONACOM, de conformidad con las disposiciones de la Sección I (Mecanismos de ejecución) del Anexo 2 del Acuerdo Banco. Así mismo, se seguirán las disposiciones descritas en el MOP descrito en el Acuerdo Banco.

El Prestatario por intermedio del Organismo Ejecutor ejecutará el Proyecto de conformidad con las disposiciones de los estándares ambientales y sociales del Banco.

Anexo 2

Cuadro de Asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.*

a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos del Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en USD)	Porcentaje a ser financiado por el FIDA
1. Asistencia Técnica	330,000	100% excluyendo cofinanciación Banco Mundial
2. Subproyectos productivos	11,000,000	100% excluyendo cofinanciación Banco Mundial y aporte beneficiarios
TOTAL	11,330,000	

b) *Definiciones:*

Por "Asistencia Técnica" se entiende los gastos de asistencia técnica, consultorías especializadas (incluyendo encuestas) y campañas de concienciación dirigido a productores, empresas, consumidores y productores en el área de producción y nutrición, bajo el Componente 1.3 del Proyecto descrito el Anexo 1 del Acuerdo Banco.

Por "Subproyectos productivos" se entiende los fondos transferidos a organizaciones de beneficiarios de base o de otro nivel para la implementación de planes de negocios, bajo el Componente 2.1 del Proyecto descrito el Anexo 1 del Acuerdo Banco.

Logical framework

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación	
	Nombre	Linea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia
Alcance	1.b Estimación correspondiente del número total de miembros del hogar				M&E System	Annual
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	101185	144550		
	1.a Número correspondiente de hogares beneficiarios a los que se ha prestado apoyo				M&E System	Annual
	Hogares encabezados por mujeres - Número	0	10119	14456		
	Hogares no encabezados por mujeres - Número	0	15178	21682		
	Hogares - Número	0	25297	36138		
	1 Número de personas que reciben los servicios promovidos o apoyados por el proyecto				M&E System	Annual
	Mujeres - Número	0	10119	14456		
	Hombres - Número	0	15178	21682		
	Jóvenes - Número	0	17707	25297		
	No jóvenes - Número	0	7590	10841		
	Población indígena - Número	0	20237	28910		
	Población no indígena - Número	0	5060	7228		
	Número total de personas que reciben servicios - Número de personas	0	25297	36138		
Objetivo de desarrollo Promote an agro-industrialization strategy that reduces food losses, increases the adoption of climate-resilient technologies, and supports the COVID-19 emergency response for beneficiaries in select value chains.						
Efecto directo Component 1: Productive and inclusive transformation of the agrifood system, post COVID-19	1.2.9 Hogares cuyos conocimientos, actitudes y prácticas en materia de nutrición han mejorado (KAP)				M&E System	MTR/Completion
	Hogares de población indígena - Número	0	14165	20236		
	Hogares de población no indígena - Número	0	3542	5060		
	Hogares encabezados por mujeres - Número	0	7082	10118		
	Hogares no encabezados por mujeres - Número	0	10625	15178		
	Hogares (número) - Número	0	17707	25296		
Producto Component 1: Productive and inclusive transformation of the agrifood system, post COVID-19	1.1.8 Hogares que recibieron apoyo específico para mejorar su estado nutricional				M&E System	Annual
	Hogares - Número	0	25297	36138		
	Población indígena - Número	0	20237	28910		
	Población no indígena - Número	0	5060	7228		

	Jóvenes - Número	0	17707	25297		
	No jóvenes - Número	0	7589	10841		
	Hogares encabezados por mujeres - Número	0	10119	14456		
	Hogares no encabezados por mujeres - Número	0	15178	21682		
Efecto directo Component 2: Investments to enhance MSMEs efficiency and resiliency	1.2.2 Hogares que declaran haber adoptado prácticas, tecnologías o insumos nuevos o mejorados				M&E System	MTR/Completion
	Hombres - Número	0	10625	15178		
	Mujeres - Número	0	7082	10118		
	Jóvenes - Número	0	12395	17707		
	No jóvenes - Número	0	5312	7589		
	Población indígena - Número	0	14165	20236		
	Población no indígena - Número	0	3542	5060		
	Hogares - Número	0	17707	25296		
	IE.2.1 Individuos que presentan una mejora de empoderamiento				M&E System	MTR/Completion
	Mujeres - Porcentaje	0	40	80		
	Hombres - Porcentaje	0	50	80		
	2.2.1 Empleos nuevos creados				M&E System	MTR/Completion
	Beneficiario de empleo - hombres - Número	0	5420	10841		
	Empleos nuevos - Número	0	9034	18069		
	Beneficiario del empleo - mujeres - Número	0	3614	7228		
	Beneficiario del empleo - población indígena - Número	0	7227	14455		
	Beneficiario del empleo - población no indígena - Número	0	1807	3614		
	Beneficiario del empleo - jóvenes - Número	0	6324	12648		
	Beneficiario del empleo - no jóvenes - Número	0	2710	5421		
	2.2.2 Empresas rurales apoyadas que declaran que aumentaron sus ganancias				M&E System	MTR/Completion
	Porcentaje de empresas - Porcentaje	0	75	90		
	3.2.2 Hogares que declaran haber adoptado prácticas y tecnologías sostenibles desde el punto de vista ambiental y resilientes al cambio climático				M&E System	MTR/Completion
	Hogares - Porcentaje	0	20	40		
SF.2.1 Hogares satisfechos con los servicios apoyados por el proyecto				M&E System	MTR - completion	
Hogares no encabezados por mujeres - Número	0	0	17346			

	Hogares encabezados por mujeres - Número	0	0	11564		
	Hogares (%) - Porcentaje	0	0	80		
	Hogares (número) - Número	0	0	28910		
Producto Component 2: Investments to enhance MSMEs efficiency and resiliency	2.1.1 Empresas rurales que acceden a servicios de desarrollo empresarial				M&E System	Annual
	Empresas rurales - Número	0	156	195		
	2.1.2 Personas capacitadas en actividades generadoras de ingresos o gestión empresarial				M&E System	Annual
	Mujeres - Número	0	10119	14456		
	Hombres - Número	0	15178	21682		
	Población indígena - Número	0	20237	28910		
	Población no indígena - Número	0	5060	7228		
	Jóvenes - Número	0	17707	25297		
	No jóvenes - Número	0	7590	10841		
	Personas capacitadas en actividades generadoras de ingresos o gestión empresarial - Número	0	25297	36138		
Efecto directo Component 4. Monitoring, evaluation and project management	SF.2.1 Hogares satisfechos con los servicios apoyados por el proyecto				M&E System	MTR/Completion
	Hogares de población no indígena - Número	0	0	5782		
	Hogares de población indígena - Número	0	0	23128		
	Hogares no encabezados por mujeres - Número	0	0	17346		
	Hogares encabezados por mujeres - Número	0	0	11564		
	Hogares (%) - Porcentaje	0	0	80		
	Hogares (número) - Número	0	0	28910		

Integrated project risk matrix

Risk category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Country context	High	Substantial
Political commitment	Substantial	Moderate
Governance	High	Substantial
Macroeconomic factors	High	Substantial
Fragility and security	High	Substantial
Sectoral strategies and policies	Moderate	Moderate
Harmonisation of policies	Low	Low
Formulation and application of policies	Substantial	Moderate
Environmental and climate context	Substantial	Moderate
Vulnerability of the project to environmental conditions	Substantial	Moderate
Vulnerability of the project to the effects of climate change	Moderate	Low
Scope of the project	Substantial	Moderate
Relevance of the project	Moderate	Low
Technical soundness	Substantial	Moderate
Institutional capacity for implementation and sustainability	Substantial	Moderate
Implementation mechanisms	Substantial	Moderate
Monitoring and evaluation mechanisms	Moderate	Low
Financial management of the project	Substantial	Moderate
Organisation and staffing of the project	Substantial	Moderate
Elaboration of the project budget	Substantial	Moderate
Flow of funds and disbursements	Substantial	Moderate
Internal controls of the project	High	Substantial
Presentation of the project's accounting and financial information	Substantial	Moderate
External auditing of the project	Moderate	Low
Procurement and contracting	Moderate	Moderate
Legal and regulatory framework	Moderate	Low
Accountability and transparency	Substantial	Substantial
Public procurement and contracting capacity	Moderate	Low
Public procurement and contracting processes	Moderate	Low
Environmental, social and climate impact	Moderate	Low
Biodiversity conservation	Moderate	Low
Efficiency in use of resources and prevention of contamination	Moderate	Low
Cultural heritage	Moderate	Low
Indigenous Peoples	Moderate	Low
Employment and working conditions	Moderate	Low
Community health and safety	Moderate	Low
Physical and economic resettling	Low	Low

Risk category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Greenhouse gas emissions	Moderate	Low
Vulnerability of the target populations and ecosystems to climate variability and threats	Moderate	Low
Stakeholders	Moderate	Low
Stakeholder engagement and coordination	Moderate	Low
Stakeholder grievances	Moderate	Low
Overall risk	Substantial	Moderate
Country context	High	Substantial
Political commitment	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>The new Government, which took office on 14 January 2020, has committed to increasing economic growth and reducing migration through the creation of an “economic wall” of opportunities. Before the emergence of COVID-19, the Government had aimed to achieve GDP growth of 6 per cent through the implementation of strategic activities in the framework of the National Government Policy’s economy, competitiveness and prosperity pillar. These activities include: advancing policies that promote investment and partnerships between the public and private sectors; investments in human resource capacities; and supporting the creation of formal and decent employment as the principal mechanism to contribute to economic growth, poverty reduction, and strengthened productivity, competitiveness and efficiency.</p> <p>Even in the context of the global pandemic, the commitment to economic competitiveness has remained firm, and the project is framed within this objective. Its implementing agency, the Ministry of Economy (MINECO) has demonstrated a strong influence on the Government cabinet and the organised private sector. This risk is considered Moderate.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigation measures:</p> <p>Maintain dialogue between IFAD-WB and the Government to ensure that the operation remains a high priority, especially when the annual General Budget is being formulated, at which time budgetary space is allocated to external sources (loans).</p> <p>Constant involvement of collaborating entities (the Ministry of Economy [MAGA], National Institute of Statistics [INE] and municipalities) so they exert their influence to maintain this prioritisation.</p>		
Governance	High	Substantial
<p>Risk:</p> <p>For a long time, several Guatemalan institutions have faced capacity- and governability-related challenges that have limited the efficient, transparent and effective provision of services.</p>	High	Substantial
Mitigation measures:		

To mitigate these challenges, the team is working with key counterparts, including MINECO and MAGA, to build a solid partnership to support the project's timely approval and subsequent effective implementation. The team is also engaging the private sector to ensure their participation in the coalition that is supporting this agenda.		
Macroeconomic factors	High	Substantial
Risk: Currently, the entire globe is living in a state of macroeconomic uncertainty. With the global coronavirus crisis, macroeconomic volatility has increased. It is anticipated that the impacts of the virus on many of the region's economies, including Guatemala, will be significant, but the specific magnitude of the impacts is not yet known. In this context of greater macroeconomic uncertainty, volatility and vulnerability, this risk is considered High.	High	Substantial
Mitigation measures: The contingent emergency response component is designed to provide some relief in the face of the fiscal tensions that are related to the crisis, which will allow the Government to respond to the effects and consequences of COVID-19 on the sector.		
Fragility and security	High	Substantial
Risk: The global COVID-19 pandemic could have unprecedented repercussions on global and local food supply and demand which, as mentioned above, represents a high risk. Most countries in the world, including Guatemala, have been almost closed in an attempt to contain the spread of the virus, and this has had socio-economic repercussions. During the third week of March 2020, Guatemala closed its international airports to try to limit the spread of the virus, and its main trade partners have also closed their borders. As a result, global value chains have been impacted and Latin American countries are increasingly affected by the economic costs of commercial losses.	High	Substantial
Mitigation measures: In this context of global uncertainty, the project includes a contingent emergency response component to help Guatemala address the most urgent threats of COVID-19 on the food system, while creating medium-term private and public capacities; however, given the uncertainty surrounding what lies ahead, this risk is High.		
Sectoral strategies and policies	Moderate	Moderate
Harmonisation of policies	Low	Low
Risk: The project has been designed to support the National Government Policy 2020-2024 [Política General de Gobierno 2020-2024], the K'atun National	Low	Low

<p>Development Plan 2032 [Plan Nacional de Desarrollo K'atun 2032] and the COVID-19 National Emergency and Economic Recovery Programme [Programa Nacional de Emergencia y Recuperación Económica del COVID-19]. The proposed project is perfectly aligned with the first pillar of the new Government's strategic objectives to promote economic growth, competitiveness and prosperity through the development of (i) strategic and adequate agro-industrial infrastructure; (ii) micro, small and medium enterprises (MSMEs); (iii) human capital capacities, and (iv) more and better formal jobs.</p> <p>The project is also aligned with the K'atun Plan 2032, which aims to improve the competitiveness of rural areas through: (i) the development of better connectivity between rural areas and markets and/or production zones, including infrastructure and information systems; (ii) the promotion of productive projects that improve current levels of food security; (iii) the increased competitiveness of producers and the development of agricultural enterprises with lower production costs, especially for transport and/or logistics; and (iv) improved post-harvest management processes to reduce production costs. Furthermore, the project contributes to objectives (i) and (iii) of the COVID-19 National Emergency and Economic Recovery Programme.</p> <p>The risk of the country's rural and agricultural policies and strategies not being favourable enough is considered Low, given the solid alignment that exists, as well as the policies and mandate of IFAD and the World Bank.</p>		
<p>Mitigation measures:</p> <p>Provide specialised technical assistance in mainstreaming themes, to underscore their importance and ensure that they are integrated into the approaches and investments.</p> <p>Promote public policy dialogue spaces in which the project's contributions and the institution can be highlighted in higher-level policies.</p>		
<p>Formulation and application of policies</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>
<p>Risk:</p> <p>Several government agencies and ministries are responsible for public services and the creation of relevant agro-industrial policies.</p> <p>MINECO is the entity responsible for formulating policies to protect consumers and promote competition. Specifically, this entity creates and implements policies related to national and foreign investment, the promotion of competitiveness, and industrial and commercial development. Furthermore, by delegation of the President of the Republic, this entity is responsible for negotiating bilateral and multilateral international agreements and treaties. It also proposes, in coordination with other ministries and state agencies, the specifications and technical standards related to the quality of domestic production, and it facilitates the competitive development of MSMEs through the provision of financial services and business development.</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>

<p>MAGA's functions include the implementation of the food and nutrition security policy, and promoting community organisation through agricultural productive projects, extension services, training and technical assistance. It is also responsible for generating, processing and disseminating geographic and cartographic information, as well as information related to food security and risk management.</p> <p>The risk of rural and agricultural policies and strategies not being sufficiently grounded in empirical data, not being representative of the opinions of rural organisations, not having sufficient resources or being supported by legal and regulatory frameworks, or not being sustainable is considered Substantial. This could adversely affect the project's implementation and the achievement of its development objectives.</p>		
<p>Mitigation measures:</p> <p>Provide specialised technical assistance in monitoring, evaluation and strategic planning to MAGA, INE, MINECO and the National Competitiveness Programme (PRONACOM), to increase their evidence-based strategic planning capacities.</p> <p>Provide spaces for coordination and the exchange of experiences among partner institutions at the level of government, the private sector and grassroots organisations.</p>		
<p>Environmental and climate context</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>
<p>Vulnerability of the project to environmental conditions</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>
<p>Risk:</p> <p>In the project area, environmental vulnerability is defined by the current processes of natural resource degradation: (i) water quality is very poor, as a result of household wastewater discharges and the use of agricultural agrochemicals (affecting approximately half of the catchment areas in the project area); (ii) deforestation due to the advancing agricultural and livestock frontier (affecting approximately one-third of land area); (iii) soil loss due to deforestation and poor agricultural and livestock practices (most erosion occurs in agricultural areas); and (iv) forest fires, caused mainly by the inappropriate use of fire in agricultural and livestock practices. Therefore, the existing environmental risks that could affect the project's implementation are classified as Substantial, as determined during the project design in accordance with the World Bank's environmental guidelines (this classification is equivalent to the Social and Environmental and Climate Assessment Procedures' environmental and social category "B").</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>
<p>Mitigation measures:</p> <p>To manage the project's environmental risks, the Environmental and Social Management Framework (ESMF) will be developed, consulted and implemented within 90 days of the project's start date. The ESMF will define specific actions to mitigate the possible environmental impacts that may be present when the project's different components are implemented. In addition, the Government of Guatemala, through the</p>		

<p>Environmental and Social Commitment Plan (ESCP), will implement a series of institutional measures to ensure that environmental risks are managed according to the guidelines and procedures established under the World Bank's Environmental and Social Standards (ESS).</p> <p>During supervision missions, it will be determined whether these risks have occurred during the project's implementation, and if the measures established in the ESMF and ESCP are being implemented; these will be included in the supervision mission report in the Operational Results and Management System (ORMS), so they can be monitored.</p>		
<p>Vulnerability of the project to the effects of climate change</p>	<p>Moderate</p>	<p>Low</p>
<p>Risk:</p> <p>The project's main climate risks are associated with climate threats due to droughts, flooding and other climate events (according to some forecasts, economic losses from droughts, flooding and other extreme climate events will reduce GDP by between 1.3 per cent and 3.7 per cent by 2050).</p> <p>The project's climate evaluation has determined that the climate risk level is Moderate. It is important to note that COVID-19 and exposure to the effects of climate change exacerbate existing risks and vulnerabilities.</p>	<p>Moderate</p>	<p>Low</p>
<p>Mitigation measures:</p> <p>The Borrower will implement significant measures and actions so that the project reduces the climate vulnerability of the population and prioritised value chains through a climate vulnerability study on the selected value chains, and the project's operating instruments (business plans) will incorporate a climate section that assesses risks and establishes the corresponding climate measures to be implemented.</p> <p>The World Bank's ESS and the ESPC must also be considered, as they establish significant measures and actions, as well as the specific documents or plans that are required and the deadlines for their completion.</p>		
<p>Scope of the project</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>
<p>Relevance of the project</p>	<p>Moderate</p>	<p>Low</p>
<p>Risk:</p> <p>The project is pertinent and relevant, both in terms of the Government's agenda and the beneficiary groups' interests. The Government has also included the project in the National Emergency and Economic Recovery Programme. It is anticipated that the project will play a fundamental role in contributing to the Government's objectives related to job creation, inclusion and sustainable growth in the context of building capacities to recover from the impacts of the COVID-19 pandemic.</p> <p>The current risk is inherent to the precedents in terms of the instability and changes in policy priorities in the country, and the need to implement</p>	<p>Moderate</p>	<p>Low</p>

inclusive methodologies that allow support for MSMEs and cooperatives to effectively help the most vulnerable beneficiaries.		
<p>Mitigation measures:</p> <p>Specialised technical assistance in new and more effective and efficient approaches to reducing rural poverty.</p> <p>The project's inclusive approach will be demonstrated through the selection of regions and prioritised value chains with high potential for food security and job creation, by targeting agro-industrial MSMEs and ensuring the participation of historically disadvantaged groups such as women, youth, Indigenous Peoples and Afro-descendants, proactively seeking to reduce some of the historical gaps that characterise rural areas and agro-industry.</p>		
Technical soundness	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>The risk associated with the project's technical design is categorised as Substantial. The project has been designed in collaboration with MINECO and other key actors in the sector such as IFAD; as such, it has become somewhat complex in order to reflect the urgent needs of the country's food systems.</p> <p>The additional emergency response component adds another level of necessary complexity in the current context, given the need to respond to the impacts of COVID-19 on Guatemala's food systems.</p>	Substantial	Moderate
<p>Mitigation measures:</p> <p>Strengthening institutional capacities will help to ensure that MINECO and other actors in the sector have the necessary capacity to carry out the proposed activities.</p> <p>IFAD will play a strategic role in supporting the value chain's more efficient production (while post-harvest aspects receive the project's support), but this adds a certain level of complexity.</p> <p>The team will mitigate the challenges inherent to the project's complex design by closely supporting the client throughout implementation and building technical and institutional capacities among the sector's actors.</p>		
Institutional capacity for implementation and sustainability	Substantial	Moderate
Implementation mechanisms	Substantial	Moderate
<p>Risk:</p> <p>The risk associated with institutional capacities for implementation and sustainability is considered Substantial. MINECO was chosen to be the implementing agency due to its demonstrated capacity to implement World Bank projects and its link with IFAD grants. Since the new Government took office in January 2020, MINECO has also incorporated new leadership with a strong vision for the sector. Despite its strengths,</p>	Substantial	Moderate

MINECO has not implemented a World Bank project in several years, and it has never implemented an IFAD project. Moreover, the lessons learned in the context of the PDER highlight some weaknesses in this ministry's implementation of the previous project.		
Mitigation measures: The project will mitigate these risks through a focus on strengthening the Project Management Unit (PMU) (including an environmental and social team), strengthening their capacities to implement the World Bank's procedures and requirements, and supporting the PMU in developing some of the Bank's instruments.		
Monitoring and evaluation (M&E) mechanisms	Moderate	Low
Risk: The project will monitor and evaluate the project's progress and outcomes at the technical, financial, social and environmental level. A Planning, Monitoring and Evaluation Unit will be established within the PMU. This unit will: (i) monitor the daily activities and outputs of the project that generate and systematise information for management; (ii) support the elaboration of the project's budget; (iii) monitor the project's outcomes and the progress of indicators at the end of each semester; (iv) monitor technical, financial, environmental and social outcomes; (v) comment on the communication of the projects' outcomes and lessons learned; (vi) establish a communication mechanism with the ministry's field staff; (vii) promote accountability for resource use in relation to the achievement of objectives; (viii) provide and receive feedback from stakeholders, and (ix) carry out special assessments and generate comments for the dissemination of the project's results and lessons learned, and for periodic evaluations.	Moderate	Low
Mitigation measures: IFAD and the World Bank will jointly develop implementation support and supervision missions, as well as a mid-term and final review. Provide technical assistance for M&E with World Bank and IFAD initiatives, to strengthen the PMU's capacities and better align the M&E approaches of both financial institutions.		
Financial management of the project	Substantial	Moderate
Organisation and staffing of the project	Substantial	Moderate
Risk: Previous projects in IFAD's portfolio have been implemented in cooperation with MAGA. IFAD has no experience or knowledge of MINECO's financial management. MINECO/PRONACOM has experienced staff but still must hire additional personnel for the project's financial management.	Substantial	Moderate
Mitigation measures:		

Assign staff to the project's financial management that has the necessary knowledge of all of the Government of Guatemala's financial systems and procedures, and that also has experience with development projects promoted by the World Bank community. Provide training on World Bank systems and procedures.		
Elaboration of the project's budget	Substantial	Moderate
Risk: Complex administrative, fiscal, financial, accounting and budgetary legislation that may lead to delays in guaranteeing fiscal space that ensures the availability of funds for the project.	Substantial	Moderate
Mitigation measures: Ensure that the budget process is complete to guarantee the availability of funds for the project's implementation.		
Flow of funds and disbursements	Substantial	Moderate
Risk: The Government will maintain a bank account in USD in the Bank of Guatemala for the purpose of receiving funds from the IFAD loan. The pari passu mechanism will be implemented for components that are cofinanced by WB-FIDA. Lack of definition of the implementation arrangements within MINECO. The elaboration of the Project Operations Manual (POM) is ongoing, with the support of a Financial Management Services Division consultant with ample experience in IFAD.	Substantial	Moderate
Mitigation measures: Establish an agreement on the timely submission of information and financial reports that will be prepared by the PMU for disbursements. Agreement between the World Bank and IFAD, which will be communicated to the project, on how to operationalise pari passu arrangements and use a joint account for payments to organisations, consultants and/or providers.		
Internal controls of the project	High	Substantial
Risk: In accordance with local regulations, PRONACOM has procedures for processing payments, based mainly on the Integrated Governmental Accounting System (SICOIN), and issuing cheques or bank transfers, with clear roles and responsibilities, including the registration and approval of payments, and specific flow charts for procurement and financial management processes. These will be reflected in the POM. Component 2 includes monetary transfers to organisations that are cofinanced by IFAD. Lack of monitoring of fund transfers to organisations resulted in ineligible expenditures in the IFAD-financed PRODENORTE project.	High	Substantial

Mitigation measures: The following mitigation measures will be implemented in the framework of the subprojects: partial disbursements, close monitoring of timely reports, and the regular verification of supporting documentation.		
Presentation of the project's accounting and financial information	Substantial	Moderate
Risk: MINECO/PRONACOM has solid financial management systems for the flow of funds. Financial reports are generated in a concise and reliable manner.	Substantial	Moderate
Mitigation measures: Develop a financial management system/tool to manage, reconcile and report on subprojects, preferably built into the Government of Guatemala's Integrated Financial Management System [Sistema Integrado de Gestión Financiera del Gobierno de Guatemala] (SIGF) (SICOIN)		
External auditing of the project	Moderate	Low
Risk: Requirements and deadlines for submitting financial reports and financial statements to the World Bank comply with IFAD's regulations.	Moderate	Low
Mitigation measures: Establish an agreement on the timely presentation of financial information and reports that the PMU will prepare for financial reporting and auditing.		
Procurement and contracting	Moderate	Moderate
Legal and regulatory framework	Moderate	Low
Risk: The country's procurement risk is considered Moderate, with a rating of "C" for ID 24 "Procurement". Since the national system has no provisions on the standardisation of procurement documents, and the governing body has no models published on its official website "guatecompras", there is a moderate risk associated with the lack of definition of the rules of procedure for awarding or implementing contracts. This could lead to administrative complaints or contract disputes that delay processes or create conditions for inadmissible expenditures.	Moderate	Low
Mitigation measures: The integration of administrative, financial and procurement processes in a single regulatory framework, established in the POM, will facilitate the monitoring and evaluation of procurement and strengthen the implementing agency's capacities. The procedures, methods and instruments for managing procurement and the applicable advertising requirements will be described in the POM and in the procurement strategy approved by the cooperating entity.		
Accountability and transparency	Substantial	Substantial

<p>Risk:</p> <p>The country's Corruption Perception Index score is 26. There is no agency that adjudicates complaints related to procurement with public funds that meets the criteria defined by best practices, as complaints are managed by the authority itself and there are not two levels of management. The processes will be advertised through the World Bank's procurement system.</p>	Substantial	Substantial
<p>Mitigation measures:</p> <p>The POM must outline the procedural remedies that are applicable to administrative decisions, and it must present the guidelines on the prevention of fraud and corruption of the contracting entity of October 2006, revised in January 2011 and July 2016, and the cross-consultation system for disqualifications and sanctions.</p>		
Public procurement and contracting capacity	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>There is a moderate risk associated with PRONACOM's capacity to manage procurement, since this entity has had limited experience with the World Bank's new regulatory framework for procurement, which will be applied to this operation. This could lead to delays in the start-up of activities, and the planning and implementation of contracting.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigation measures:</p> <p>To ensure the appropriate management of procurement, the project will seek to:</p> <p>(i) train PMU, ensure that procurement specialists are considered essential staff, and make their hiring a requirement for the project's start-up.</p> <p>(ii) identify, in the POM, the functions related to the management of institutional procurement, as well as those related to the technical assistance included in the production component's subprojects.</p> <p>(iii) develop implementation guides for subproject investments that are simplified and easy to understand, and that promote capacity-building in management and accountability processes.</p>		
Public procurement and contracting processes	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>Moderate risk has been identified in market structures as a result of: (i) scarcity due to commercial restrictions because of COVID-19, including interruptions in the global supply chain; (ii) potential delays in distribution due to restricted mobility in the country at the time of implementation; and (iii) the number of procurement processes underway that could create risks associated with contract management, which could undermine healthy competition.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigation measures:</p> <p>The POM will establish:</p>		

(i) an appropriate procurement strategy that identifies market particularities, transaction values and complex processes; (ii) advertising mechanisms, from procurement planning to contract closure, through advertising in the World Bank's procurement system; (iii) appropriate bundling of procurement processes that stimulates the national and local suppliers market, and that promotes the efficient delivery of contracted products; (iv) post-delivery visits to all beneficiary facilities to ensure that goods, works and services are being used as prescribed.		
Environmental, social and climate impact	Moderate	Low
Biodiversity conservation	Moderate	Low
Risk: The risk that the project will threaten biodiversity and ecosystem services, or lead to the loss of these, was assessed as Moderate, considering that the project will not promote medium- or large-scale investments; changes in soil use will not be permitted; and projects will not be financed in protected areas.	Moderate	Low
Mitigation measures: The project has an ESMF that outlines the measures that will be implemented to manage the risks that could negatively impact biodiversity. In addition, the business plans will implement an environmental and social management plan that will establish specific measures to conserve biodiversity.		
Efficiency in the use of resources and prevention of contamination	Moderate	Low
Risk: This risk is Moderate because the project will promote the use and application of agrochemicals to increase producers' agricultural production, and these could lead to the contamination of soil and water; eutrophication; soil acidification; human health risks; resistance to pests, damage to non-targeted organisms and secondary pest problems.	Moderate	Low
Mitigation measures: The project has an ESMF that outlines the measures that will be implemented to manage the risks that could affect natural resources, and to prevent contamination. In addition, the business plans will implement an environmental and social management plan that will establish specific measures to prevent, avoid or mitigate pollution and improve the efficiency of resource use.		
Cultural heritage	Moderate	Low
Risk: The risk that the project could cause the degradation of cultural or physical resources, including threats to resources of historical, religious or cultural significance, or the loss of these.	Moderate	Low
Mitigation measures:		

The ESCP outlines the implementation of a “fortuitous finds” mechanism in each environmental management plan by zone. This mechanism must be elaborated by MINECO within the ESMF within 90 days after the project’s effectiveness date.		
Indigenous Peoples	Moderate	Low
Risk: The risk that the project will have significant negative physical, social or economic effects on Indigenous Peoples, or that it will threaten resources of historical or cultural significance to them or lead to the loss of these resources.	Moderate	Low
Mitigation measures: The Indigenous Peoples Planning Framework (IPPF) is established in line with the World Bank’s EAS7. This implies the corresponding Free, Prior and Informed Consent (FPIC), and its updating and publication.		
Employment and working conditions	Moderate	Low
Risk: The risk that the project will give rise to exploitative labour practices (such as forced or childhood labour), gender violence, and discriminatory, unhealthy and unsafe working conditions for people who are working specifically in relation to the project, including third parties and primary suppliers.	Moderate	Low
Mitigation measures: Labour Management Procedures will be developed in accordance with World Bank guidelines. These procedures must be approved by MINECO within 90 days after the project’s effectiveness date. They also include a “complaints and grievances mechanism” for workers, which can act as a safeguard in case of irregularities associated with working conditions. It is also proposed that, for subprojects, specific Occupational Health and Safety measures be developed (including emergency preparation and response measures, when appropriate) and included in the corresponding Environmental and Social Management Procedures.		
Community health and safety	Moderate	Low
Risk: The risk that the project could have significant negative consequences on the health status or physical, mental, nutrition or social security of a person, group or population as a result of, among other things, gender-based violence.	Moderate	Low
Mitigation measures: The project is not planning the implementation of activities that could lead to the degradation of the health status or physical, mental, nutrition or social security of a person, group or population. To the contrary, it supports		

<p>measures that may control these effects, such as work safety, occupational health, targeting of vulnerable groups, formulation of affirmative actions for the inclusion of youth and women, consultations with Indigenous Peoples, and the ESMF's inclusion of measures to prevent and respond to gender-based violence and sexual abuse/exploitation/assault, proportional to the risks of the project (mapping of support services, code of conduct for contractors, and an adequate grievance mechanism). Furthermore, it proposes the inclusion of an emergency response plan that can be beneficial to the population.</p> <p>However, it is necessary to always be careful in the implementation of consultation and respect the use of the population's mother language, and their customary uses, in teaching and decision-making processes.</p>		
Physical and economic resettlement	Low	Low
<p>Risk:</p> <p>In the World Bank's ESMF, there is no foreseen risk of the project causing significant negative physical, social, cultural or economic effects, especially for marginalised groups, that would derive from the acquisition of land and the involuntary loss of land, assets, access to assets, sources of incomes or livelihoods.</p>	Low	Low
<p>Mitigation measures:</p> <p>Pursuant to the World Bank's ESMF, there will be no investments in subprojects with this type of implications.</p>		
Greenhouse gas (GHG) emissions	Moderate	Low
<p>Risk:</p> <p>Guatemala's contribution to global GHG emissions is low in comparison with other countries: in 2011, the country's emissions were 3.4 tCO₂e per capita (half the average per capital emissions for LAC). Agriculture is one of the strategic sectors for Guatemala's climate change mitigation objectives according to the Nationally Determined Contributions of the United Nations Framework Convention on Climate Change. Therefore, the risk that the project will generate GHG emissions is considered Moderate, given the low potential for the project to become a source of emissions deriving from the activities contemplated in the project design.</p>	Moderate	Low
<p>Mitigation measures:</p> <p>The project will implement, in business plans and in the construction of the selected value chains, practices and technologies to reduce emissions stemming from food production waste, and vegetation will be removed from small areas. However, mitigating actions (reforestation or restoration) will compensate for these, for which reason a neutral balance or low emissions are foreseen.</p>		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and threats	Moderate	Low
Risk:	Moderate	Low

The risk that the project will increase climate vulnerability due to exposure to the treat of drought, flooding and other climate events is Moderate, considering the low to medium adaptive capacities of the rural population, livelihoods, ecosystems, economic assets and infrastructure to climate variability and threats.		
Mitigation measures: The project is designed to reduce the climate vulnerability of rural families and value chains, to which end a study will be carried out on the climate vulnerability of the selected value chains, and the project's operational instruments (business plans) will incorporate climate measures to increase resilience capacity and manage risks associated with climate variability and threats.		
Stakeholders	Moderate	Low
Stakeholder engagement and participation	Moderate	Low
Risk: According to the project's model for engaging and coordinating with stakeholders, there is a possibility that, at the territorial level, the target population will not be fully integrated into the project's interventions to promote good environmental and social practices.	Moderate	Low
Mitigation measures: Promotion, implementation and monitoring of the Stakeholder Engagement Plan (SEP), developed by IFAD and the World Bank with MINECO. The PMU will carry out regular visits and meetings with project beneficiaries and partners to establish communication/coordination with units within the government, and the reports from these visits/meetings will be reviewed and monitored during supervision missions. The Indigenous Peoples Planning Framework (IPPF), to be developed by IFAD and the World Bank with MINECO, will also be monitored during supervision missions, as it may have additional guidelines for stakeholder engagement.		
Stakeholder grievances	Moderate	Low
Risk: The risk that the project will not have an effective grievance redress mechanism (including measures to address complaints about the lack of fulfilment of IFAD's environmental, social and climate regulations, fraud, corruption, or cases of sexual exploitation and abuse), which can lead to stakeholders' complaints remaining unaddressed. This could jeopardise the project's implementation and the achievement of its development objectives.	Moderate	Low
Mitigation measures:		

<p>Within the SEP, guidelines have been established for a mechanism to address and resolve grievances and complaints. The PMU will develop, at the beginning of implementation, a detailed manual on the functioning of the grievance mechanism, which will be included in the POM; it will also socialise and provide training on the procedures for addressing and resolving complaints, as foreseen in the SEP. Subsequently, during IFAD-WB supervision missions, the reports will be reviewed to monitor the addressing and resolution of grievances and complaints that are received.</p>		
---	--	--